

Les rythmes scolaires, chantier à investir

Parallèlement à son souhait de développer le sport à l'école, Luc Chatel lance une réflexion sur les rythmes scolaires. Un débat dont l'Usep ne saurait être absente.

Le 25 mai dernier, Luc Chatel présentait au Comité national olympique et sportif français (CNOSF) ses réflexions autour du développement du sport scolaire et sur l'organisation d'un nouveau rythme scolaire alternant cours le matin et sport l'après-midi, en particulier dans les collèges. Quelques jours plus tard, le 7 juin, le ministre installait le comité de pilotage de la Conférence nationale sur les rythmes scolaires, dont les premières conclusions devraient être rendues publiques en mai 2011 et pourraient être suivies d'effets à la rentrée 2013. Le débat sur les rythmes de l'enfant-écolier, récurrent depuis plusieurs années, est donc une fois de plus relancé.



D. Gauthier / En Jeu

BESOINS DE L'ENFANT ?

Si l'on porte un regard sur les politiques publiques en ce domaine depuis un quart de siècle, on observera une série de mesures impliquant plus ou moins conjointement plusieurs ministères : Éducation nationale, Sports, Culture, Ville... Souvent dressé, ce constat d'« empilement » a paradoxalement justifié la succession de mesures qui affirment toutes rechercher la cohérence des dispositifs, au plus près des besoins de l'enfant.

Besoins de l'enfant ? À bien y regarder, c'est peut-être lui l'oublié de l'affaire. Les parents, par exemple, sont légitimement soucieux de la qualité de leur vie de famille, tandis que les enseignants eux-mêmes ne sont pas indifférents à leur propre agrément de vie. Les collectivités locales gèrent des budgets qui ont leurs limites, et les professionnels du tourisme affichent leurs exigences en brandissant l'argument de l'emploi. Sans oublier l'État, qui entend que son « investissement » sur ce dossier permette un désenclavement de l'école, bénéficie à la réussite des élèves ou résolve les questions de violence, tous sujets sur lesquels on juge son action. Entre la satisfaction d'intérêts souvent divergents et le discours sur les besoins de l'enfant, comment trouver le bon équilibre ?

Certains pourraient être tentés de contester l'opportunité de relancer une nouvelle fois le débat, considérant qu'il s'agit avant tout pour le ministre de l'Éducation nationale de renouer le dialogue avec des interlocuteurs que son prédécesseur avait éloignés par l'accumulation de mesures hâtives, contestables ou incompréhensibles. Pour autant, parce qu'elle prend appui sur une évaluation peu glorieuse des résultats du système scolaire français en regard des autres pays européens, et constatant ce qui nous en distingue (journées de classe à rallonge, semaine de quatre jours en primaire, longues vacances), la remise en chantier de la

question des rythmes n'est pas superflue. En outre, par l'installation d'un comité de pilotage d'une Conférence nationale sur les rythmes scolaires, le ministre affiche sa volonté de consultation.

Les dix-huit personnalités qui la composent (1) sont invitées à se prononcer sur des choix aux répercussions très concrètes : cours le matin et sport l'après-midi ? semaine de quatre ou cinq jours ? raccourcissement des vacances ? Le ministre lui-même leur a demandé d'aborder ces sujets « sans tabou ». Dont acte. Représentée dans ce comité de pilotage par son secrétaire général, Jean-

Marc Roirant, la Ligue de l'Enseignement estime que l'enjeu mérite « notre mobilisation » et qu'il convient d'« ouvrir un débat sérieux et dans la durée sur ce sujet ». (2).

Et l'Usep ? Concernés, nous le sommes évidemment, même si dans les intentions affichées par le ministre l'articulation heures de cours-heures de sport s'applique au second degré et non pas à l'école primaire. Car réorganiser la journée et la semaine scolaires met en jeu notre objet même : la rencontre sportive. Sans compter que le mouvement pédagogique que nous sommes n'est pas indifférent au « sort » fait à l'élève en matière de rythme de vie. Le président de l'Usep Jean-Michel Sautreau a d'ailleurs été récemment auditionné sur le sujet par une commission parlementaire (3) : c'est dire si l'on nous reconnaît quelque compétence en la matière.

Si le débat ne manquera pas de s'engager au sein même de l'Usep, notre position dans le champ du sport scolaire s'appuie sur quelques évidences qui sont autant d'enjeux : tout enfant doit pouvoir tirer bénéfice de sa pratique sportive ; le caractère pluridisciplinaire voire interdisciplinaire de ces rencontres garantit leur impact éducatif ; le sport scolaire vient en complément de la matière d'enseignement qu'est l'EPS et ne doit pas s'y substituer ; enfin, le concept de projet d'école est incontournable.

Dans un premier temps, le comité de pilotage qui vient d'être installé par Luc Chatel va consulter tous les acteurs concernés par la question, et nous répondrons bien évidemment à tout appel à contribution. Il s'agit de l'enfant et de ses rythmes de vie ? Alors, oui, nous serons, à notre place, partie prenante dans ce débat ! ●

DANIEL PERROT, VICE-PRÉSIDENT NATIONAL DE L'USEP

(1) Le comité est coprésidé par Christian Forestier (administrateur général du Conservatoire national des arts et métiers) et Odile Quintin (Commission européenne) et réunit 16 autres personnalités souvent issues du monde de l'éducation – dont Roger Bambuck, Éric Debarbieux, Georges Fostinos, Patrick Gérard, Bernard Hugonnier, Denis Masseglia, Jean-Marc Roirant, François Testu, Monique Sassier... – plus 9 membres associés (3 députés, 3 sénateurs et 3 représentants des collectivités locales). www.education.gouv.fr

(2) Consulter le communiqué intégral sur www.laligue.org

(3) Texte de l'intervention de Jean-Michel Sautreau sur www.usep.org